
Dans 10 ans
trouverons-nous
encore des logements
pas chers à Bex ?
Rejoins
la campagne
Bex
PoP
RIVIERA - CHABLAIS
www.popvaud.ch

À l'écoute de la population

Ce printemps, le POP est descendu dans la rue pour demander aux bellerin.e.s via un sondage, quelles étaient les plus grandes priorités et les plus grandes difficultés pour habiter dans la région. Il en ressort que les questions sociales en lien avec la crise du pouvoir d'achat arrivent en tête. Parmi les sujets les plus cités, il y a, bien évidemment, le logement, qui préoccupe grandement une majorité de gens. Déjà, l'an dernier, le POP vaudois avait lancé un grand sondage cantonal sur le logement et nous avions pu constater l'inquiétude de la population face à la pénurie de logements et surtout face à la cherté des loyers, sans compter les témoignages de locataires qui nous ont fait part de logements insalubres ou en mauvais état.

Un loyer abordable doit être un droit fondamental

Certains suggèrent que les dépenses de logement ne devraient pas dépasser le tiers du revenu d'un ménage. Or, aujourd'hui, il est devenu fréquent que ce seuil soit dépassé, atteignant parfois 50 % du budget. D'ailleurs, entre 2009 et 2023, les loyers ont augmenté de 31 % dans le canton de Vaud. Ce phénomène n'est pas dû au hasard ; on peut lui donner plusieurs explications : les régies immobilières qui profitent de la crise du logement, due à la raréfaction des biens immobiliers, pour faire grimper les loyers ; la spéculation immobilière des propriétaires ; la gentrification qui vise à rénover ou à détruire du vieux pour construire à neuf et plus cher ; mais aussi le fait que, dans cette société, tout augmente, sauf les différents revenus : les salaires, les rentes AVS, les rentes AI, le revenu d'insertion et les bourses d'études.

Si la région de Bex est encore épargnée dans une certaine mesure par la crise du logement, nous pouvons nous tourner vers la ville voisine de Monthey pour voir à quel point sa mutation, en 15 à 20 ans, a fait passer Monthey de ville ouvrière, où l'on trouvait encore des logements à loyer abordable, à une ville qui a beaucoup construit et où les loyers ont largement augmenté ces dernières années. Est-ce que, dans dix ans, il sera encore possible de se loger à Bex avec des loyers bon marché ? Aucune région n'a été épargnée par la crise ; Bex ne le sera pas non plus, mais nous pouvons lutter pour éviter que ce phénomène explose en proposant des mesures fortes. C'est dans cette optique que le POP Riviera-Chablais lance une grande campagne permanente sur le logement, tout en cherchant à mobiliser la population locale sur ces enjeux.

À qui profite l'argent de nos loyers ?

Pour comprendre pourquoi il n'y a pas plus de logements accessibles pour toutes et tous, on doit d'abord se demander à qui profitent les loyers élevés. Les régies immobilières et les propriétaires ne cherchent pas à faciliter l'accès au logement, mais cherchent plutôt la rentabilité dans le but de faire des profits. L'exemple des maisons Sugus à Zurich est tout à fait parlant. Ces maisons ont été construites dans les années 90 dans le but d'avoir des logements abordables pour les familles et les travailleur.euses. En 2023, à la mort du propriétaire de ces logements, l'une des héritières a décidé de faire des travaux et de résilier les baux pour une centaine de logements. Malgré la mobilisation de la population zurichoise pour dénoncer ces pratiques et résiliations, une partie de ces logements sont loués en Airbnb, avec des loyers pouvant aller jusqu'à 14'000 francs par mois.

Cet exemple démontre, d'une part, que laisser faire les privés, sans que l'État n'intervienne, aggrave la crise du logement et, d'autre part, que ce ne sont pas les privés qui vont plafonner les loyers, ni construire des logements à loyer abordable. De plus, le lobby immobilier est très puissant aux parlements fédéral et cantonal et a de très bons relais parmi les parlementaires de droite et du centre (PLR, UDC, le Centre et vert'libéraux) pour toujours plus limiter le droit des locataires. La bourgeoisie sait très bien défendre ses intérêts.

Pourtant certain.e.s ne veulent pas laisser les choses se dérouler ainsi, pour l'illustrer nous pourrions citer 3 exemples :

À Renens, le municipal POP, a réussi à faire passer l'exigence que, désormais, la construction de 50 % de logements d'utilité publique (LUP) soit obligatoire pour toutes les nouvelles constructions, les agrandissements (dont surélévations).

À Vienne, 60 % de la population vit dans des logements à loyer abordable et à contrat à durée illimitée. Cela est rendu possible grâce à la construction massive, par la ville, de logements destinés aux travailleurs et aux travailleuses ainsi qu'aux familles modestes, dans le but de réguler le marché. Mais aussi par le plafonnement des loyers.

À Berlin, ces dernières années des manifestations historiques ont vu des dizaines de milliers de gens défiler dans les rues pour protester contre la spéculation, le prix des loyers, la vétusté des appartements et la pénurie de logements. Un mouvement citoyen en est né avec une proposition : exproprier les grands groupes immobiliers et socialiser 250 000 logements. Ce projet a même été approuvé par 59 % de la population berlinoise via un référendum, mais toujours pas mis en application.

Luttons pour nos logements

Bex est une commune avec une grande concentration des citoyen.nes aux revenus modestes, ils composent les classes populaires et ouvrières. Une partie des nouveaux habitant.e.s bellerin.e.s, ces dernières années, ont quitté des régions comme la Riviera ou Lausanne, pour venir s'installer là où les logements sont moins chers. Ces dix dernières années, la commune s'est beaucoup développée urbanistiquement, et rien qu'entre 2020 et 2025, elle a gagné 1095 habitant.e.s. En soi, c'est une bonne chose que notre commune grandisse et se développe, mais à quel prix ? Une telle expansion sur le long terme, risque de nous amener dans des situations que connaissent d'autres villes : pénurie de logements, cherté des loyers, spéculation immobilière.

Il est donc primordial de ne pas attendre qu'il soit trop tard, pour prendre des mesures fortes et prendre en main le logement dans notre commune. C'est pourquoi, nous proposons de rompre avec la politique actuelle, et de reprendre le contrôle de l'aménagement du territoire et de la construction immobilière des mains des spéculateurs et des promoteurs pour répondre à des réels besoins en s'inspirant notamment des exemples d'autres villes, en Suisse et ailleurs dans le monde

Ensemble nous pouvons porter des solutions claires pour l'avenir de notre commune et de son parc immobilier, comme le contrôle des loyers par la commune.

Rejoins le POP

Le Parti Ouvrier et Populaire (POP) se revendique d'une gauche combative qui se bat pour améliorer les conditions sociales et économiques de la population. Depuis plus de 80 ans, nous avons mené de multiples combats dans lesquels nous avons toujours été du côté des classes travailleuses et populaires. Nous sommes un parti porteur d'espoir qui croit en de nouvelles conquêtes sociales. Nous voulons un changement radical, nous attaquer au système économique et à la bourgeoisie, pour construire une société sans classes où chacune et chacun peuvent s'épanouir et s'émanciper. Nous voulons une société qui n'est plus soumise au diktat de l'économie et à la marchandisation du monde, mais une société basée sur la solidarité. Nous voulons bâtir un autre monde, pour et par le bloc populaire.

Ensemble continuons la lutte des conditions de travail, du pouvoir d'achat, de la sécurité sociale, des services publics, de l'écologie populaire, de l'antiracisme, du féminisme... Ensemble imposons le changement, rejoins le POP !

Si vous souhaitez rejoindre la campagne ou donner un coup de main vous pouvez écrire à riviera-chablais@popvaud.ch